



COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES

EDITORIAL

Le prochain rendez-vous interprofessionnel sera mardi 13 décembre, de 11h00 à 14h00 pour un rassemblement Place de Jaude, contre la politique de rigueur engagée au prétexte des dettes...

L'UD appelle chaque syndicat à y participer. Ce rendez-vous s'inscrit dans le cadre d'une quinzaine d'action décidée par l'intersyndicale au plan national. S'il existe un appel national signé de quatre organisations (CGT, CFDT, UNSA, FSU), son contenu laisse clairement à désirer et l'absence de Solidaires n'augure pas d'une amélioration de la dynamique intersyndicale. Aussi ce sera le tract de l'UD qui sera diffusé lors de la journée de déploiement du 8 décembre. Se rapprocher des UL pour participer

Pourtant, nous tenons le cap. Le 4 pages sur la dette est bien diffusé ; il est apprécié. Inlassablement, nous répétons que l'heure n'est pas à l'attentisme électoral : **les salariés, avec la CGT, doivent s'inviter dans le débat public !** Tout est bon. Qu'il s'agisse de la lutte des **Jacquets** pour réclamer leur dû : augmentations de salaires, valorisation du travail de nuit, de l'ancienneté, etc., qu'il s'agisse de la mobilisation des salariés **d'Acticall** pour leur salaires et conditions de travail, qu'il s'agisse du rendez-vous donné par la CGT aux salariés de **Régional**, le jour de la Sainte Eloy, **histoire d'empêcher la Direction de récupérer cette fête** des mécanos, qu'il s'agisse des adresses interprofessionnelles nationale et départementales aux salariés : nous ne porterons jamais trop fort les revendications des salariés; elles doivent émerger du bruit de fond médiatique, électoraliste et nauséabond.

D'ailleurs, un des enjeux est de faire en sorte que la plus grande partie de l'électorat possible fasse son choix parmi les candidats, non pas en fonction des critères artificiels médiatiquement préfabriqués et martelés, **mais en fonction des critères revendicatifs du mouvement social.**

Très clairement, les discours les plus relayés créditent la pensée unique libérale : l'impasse est faite sur la question du partage des richesses et la soumission au dictat des marchés n'est jamais remise en cause.

Pour contrer cette propagande, nous ne pouvons compter que sur nous et d'autres acteurs du mouvement social.

C'est inégal, mais ce n'est pas rien et l'expérience récente, comme le refus du traité constitutionnel en 2005, nous montre que tout est possible. Ca dépend de nous !

Sommaire

- P2 : Représentativité Fonction Publique
- P3 : Infos
- P4 : Tract 13 décembre 2011



N° 1400 VENDREDI 2 DECEMBRE 2011

DEPOSE LE 2 DECEMBRE 2011

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

AGENDA :

- 6 DECEMBRE : CE de l'UD de 9 H à 17 H
- 8 DECEMBRE : journée déploiement
- 13 DECEMBRE : RASSEMBLEMENT PLACE DE JAUDE DE 11H00 A 14H 00
- 19 et 20 décembre : stage Prudis

LA CGT RENFORCE SA 1^{ÈRE} PLACE EN PROGRESSANT DE 2%

À l'issue de l'ensemble du processus électoral qui vient d'avoir lieu dans la fonction publique, la carte syndicale dans les trois versants de la fonction publique est aujourd'hui clairement établie.

La progression globale de la CGT dans la fonction publique de l'État avec 15,82 % des voix, soit +0,6 %, et dans la fonction publique hospitalière avec 33,38 %, soit +1,9 % viennent conforter les résultats de la CGT dans la fonction publique territoriale en 2008, qui avaient également marqué un progrès de la CGT (32,89 % soit +1,8 %)

La CGT recueille plus de 650 000 voix, soit 25,43 % des voix exprimées auprès des 5 millions d'agents publics concernés.

Deux constats s'imposent :

➤ La CGT est la première organisation syndicale dans la fonction publique et cela avec une avance importante sur les autres organisations syndicales.

➤ La CGT connaît une progression globale de 1,94 %

Le ministre de la Fonction publique entendait faire de ce scrutin la démonstration de l'adhésion des agents publics à sa politique. En faisant progresser les listes CGT dans la quasi-totalité des ministères, en la plaçant largement en tête sur l'ensemble de la fonction publique, démonstration est faite que ce n'est pas le cas.

La CGT voit dans ces résultats un encouragement à poursuivre sa démarche de rassemblement, un encouragement à mettre en œuvre un syndicalisme de proximité qui propose et qui agit avec détermination pour répondre aux exigences sociales agents publics.

Les agents non-titulaires de la fonction publique étaient amenés à voter à l'occasion de ces élections. Les résultats de la CGT témoignent d'une large approbation de son action pour s'attaquer à la précarité de leur situation.

Les résultats de la CGT dans la fonction publique valident la démarche de la CGT qui a fait de la démocratie sociale, de l'expression des salariés et de leur intervention un axe central de sa pratique. C'est aussi un point d'appui pour la reconquête du service public et sa nécessaire modernisation, pour répondre aux besoins du pays et de sa population.

La CGT tient à exprimer son mécontentement quant aux conditions d'organisation qui ont empêché une participation satisfaisante des salariés. La baisse de participation dans plusieurs ministères résulte bien de l'incurie des pouvoirs publics à organiser cette consultation. Cette situation ne doit plus se reproduire à l'avenir.

Fort de ce résultat, la CGT appelle l'ensemble des agents publics à s'inscrire dans la campagne de reconquête des services publics qu'elle a engagée, à rejoindre la CGT et à s'inscrire en nombre dans les rassemblements du 13 décembre prochain contre les plans d'austérité et pour des solutions alternatives.

Montreuil, le 29 novembre 2011

La Sainte Barbe à St Eloy : une question de respect

Depuis la pose d'une stèle à la mémoire des mineurs, aux frais des syndicats, la Sainte Barbe était l'occasion d'une cérémonie commémorative avec prise de parole des organisations syndicales et dépôt de gerbe.

Surprise ! cette année, le Maire décide sans concertation de s'approprier cette date pour inaugurer « la maison de la mine et du tourisme ». Plus grave, cette inauguration doit avoir lieu en présence de Brice Hortefeux.

Pourquoi se gêner ? Alors que le gouvernement auquel il a appartenu vient de porter un coup fatal à la Sécurité Sociale Minière qui, après le non remboursement des frais de transport, aura des conséquences désastreuses dans les budgets des retraités et plus encore sur celui des veuves de mineurs du bassin. **On comprend dès lors, l'indécence de cette perspective et l'indignation qu'elle soulève. Il n'est pas exagéré de parler de mépris et de provocation.**

Alors, dans un courrier à Madame le Maire, le syndicat des mineurs retraités et veuves a manifesté sa désapprobation et averti : ***son dépôt de gerbe aura lieu comme d'habitude. N'ayant pas été consulté ni averti, il n'a pas à s'adapter, il faudra faire avec lui.***

L'UD du Puy de Dôme soutient cette position et invite toutes et ceux qui le pourront à participer à la cérémonie **dimanche 4 janvier à 10 h 30**. Une bonne occasion de remettre chacun à sa place et de rabattre certaines arrogances

OCTOBRE 2011 : LE CHÔMAGE EN AUVERGNE

STATISTIQUES



Toutes catégories, on compte **93 342 Demandeurs d'Emploi inscrits à Pôle Emploi Auvergne en octobre 2011**. Cela représente une progression de **+ 3 % en un an**. Il faut comparer ce nombre à celui des salariés du secteur privé au 31 décembre 2010 : **299 197**.

Mais toutes allocations confondues (assurance chômage, solidarité état...), **44 818 sont indemnisés, soit moins de la moitié**. Certes, tous ne sont pas totalement en inactivité. Certains sont en formation, d'autres ont des activités ponctuelles, précaires ou à temps partiel. Mais ces classements en catégories, s'ils peuvent donner le change d'un point de vue statistique, ne résolvent pas les problèmes humains qui découlent de telles situations : de quoi vivent celles et ceux qui n'ont aucun revenu ?

Il y a 51 540 DE en catégorie A en Auvergne, fin octobre. C'est **1,7 % de plus qu'en septembre et 5,5 % de plus qu'en octobre 2010**. On est donc loin de la "reprise" annoncée il y a quelques mois. De plus, ces chiffres sont relativisés par le jeu des basculements d'une catégorie à l'autre.

- **9505 (18,2 %) DE en catégorie A perçoivent le RSA.**

Les offres collectées par Pôle emploi : leur nombre diminue en Auvergne, au cours des trois derniers mois, de -0,9 % par rapport aux trois mois précédents. **Le nombre d'offres d'emploi durable (six mois ou plus) diminue de -8,5%**. **Le nombre d'offres d'emploi non durable (moins de six mois) augmentent de +3,8%**. **Non seulement l'emploi baisse, mais il se précarise.**

- **475 DE ont fait l'objet de radiations administratives, leur nombre a augmenté de 10 % sur les 3 derniers mois.**

Mardi 13 décembre Ensemble contre les politiques de rigueur

**« Ce n'est pas notre dette, les salariés ne sont pas responsables.
Nous ne la paierons pas ! »**

Voilà ce que nous devons faire entendre. C'est à nous de donner de la voix et de nous imposer dans le débat public. Nos emplois, nos salaires, nos conditions de travail, nos services publics doivent être au cœur de ce débat et non les frasques sexuelles, financières ou boutiquières de certains politiques ou de leurs organisations. Nos vies sont plus importantes que leurs profits, plus importantes que les "égos" de certains candidats à la présidentielle.

Les salariés ne sont pas responsables, ni de la dette publique, ni du déficit budgétaire qui a fortement augmenté depuis la présidence de Nicolas Sarkozy : 50 milliards d'euros en 2007, 112 milliards d'euros en 2010.

À cause des cadeaux aux riches, les recettes n'augmentent pas suffisamment. Le gouvernement prétend qu'il veut équilibrer les impôts sur le travail et sur le capital. C'est faux.

Depuis plusieurs années et surtout sous le gouvernement Sarkozy-Fillon, l'impôt sur les riches et sur le capital a baissé (impôt moins progressif, cadeaux fiscaux, etc.)

Les richesses créées par les salariés doivent revenir aux salariés et c'est POSSIBLE :

De l'argent, il y en a :

- 170 milliards d'euros de trésorerie des groupes du CAC40 ;
- 172 milliards d'euros d'exonérations fiscales et sociales et différentes aides aux entreprises en 2010 ;
- 11,4 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches depuis 2007 ;
- 210 milliards d'euros de dividendes versés en 2010 par les entreprises non financières ;
- 36 milliards de dividendes en 2009 et 40 milliards en 2010 aux actionnaires du CAC 40

RASSEMBLEMENT
Mardi 13 décembre 2011
De 11 h 00 à 14 h 00
Place de Jaude, Clermont-Ferrand

Je souhaite prendre contact avec la CGT

NOM..... PRENOM

ADRESSE

ENTREPRISE

TELEPHONE..... MAIL

UD CGT 63, Maison du Peuple, Place de la Liberté, 63000 Clermont-Ferrand

Tel : 04 73 31 87 87, fax : 04 73 31 87 82, www.cgt63.fr